



## Sommet de l'IA : de qui se moque l'Élysée ?

Alors que Paris est sur le point d'accueillir, les 10 et 11 février, le Sommet pour l'action sur l'IA (intelligence artificielle), les signes d'un événement verrouillé pour la presse se multiplient. Ainsi, des dizaines de journalistes, dont de nombreux spécialistes de la question, n'ont pas obtenu le précieux sésame, l'accréditation, pour pouvoir faire leur travail.

L'IA, selon l'Élysée, ce sont d'abord de belles histoires : on soigne avec des machines, on fuit la régulation, sur le modèle états-unien... Alors que les questions cruciales, du modèle social aux interrogations démocratiques, sont évacuées.

C'est dans ce contexte que nombre de rédactions ont vu leur demande d'accréditation refusée, parmi lesquelles France 2, qui avait pourtant prévu un plateau en direct, ou encore France 24.

Si l'Élysée ne communique pas sur les critères de sélection, un tel signal, alors que des géants de la tech semblent avoir pris le pas d'une administration américaine aux relents autoritaires voire fascistes, peut susciter une inquiétude légitime.

Que dire des usages militaires de l'IA, de la submersion de fake news générées en masse par des robots, désormais capables de se jouer des algorithmes au point de déterminer les contenus viraux et valorisés ? Quid du non respect par les plateformes de l'obligation de transparence sur les algorithmes, issue de la réglementation européenne ? Ou de l'invisibilisation des contenus d'enquête ou d'information par les moteurs de recherche ?

La France, qui se targue d'être le pays des droits humains, semble avoir pris, depuis la présidence Macron, un chemin qui s'éloigne de plus en plus des valeurs dont se réclame notre pays.

Le SNJ-CGT dénonce ce tri de la presse et des journalistes au profit d'un indécent « capitalisme-show ». Comment expliquer que des spécialistes reconnus soient interdits d'accès ? Le SNJ-CGT apporte son soutien aux journalistes privés des moyens de faire leur métier, dont certains ont longuement travaillé en amont de ce sommet. Nous réclamons que la presse puisse suivre ce sommet et que les procédures soient transparentes.

Cette exclusion est un coup de plus porté au journalisme, d'autant que les représentants des journalistes et les organisations syndicales sont tenus à l'écart de la mise en place de l'IA dans les rédactions.

La technologie a pris beaucoup de pouvoir sur nos vies, au point de déstabiliser des processus électoraux, du Brexit à la présidentielle en Roumanie, annulée en raison d'interférences. Cela concerne aussi l'urgence écologique, mise sous le tapis au prétexte d'une « énergie décarbonée ».

L'Élysée continuera de nous parler d'innovation et de dérégulation. Le SNJ-CGT continuera à poser les vraies questions.

**Montreuil, le 6 février 2025.**